



# **Cahier des clauses administratives particulières Commun à tous les lots (CCAP)**

Objet du marché public :

**Travaux de mise en accessibilité du RDC et d'amélioration du confort  
thermique de la Cour administrative d'appel de Nancy**

**(Marché 2026-002-DAI-NB**

**Marché n° 2026-001-ASAP-NB**

**Marché n° 2026 -002-ASAP-NB**

**Marché n° 2026-003-ASAP-NB)**

Service acheteur :

**Conseil d'État – Direction de l'équipement**

## Sommaire

1. Objet de la consultation et dispositions générales.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Procédure de passation.....	4
1.3. Lieu d'exécution.....	4
1.4. Allotissement.....	4
2. Dispositions générales.....	4
2.1. Forme du marché public.....	4
2.2. Tranches, variantes, PSE.....	4
2.3. Réalisation de prestations similaires.....	5
2.4. Sous-traitance.....	5
2.5. Protection des données à caractère personnel.....	6
3. Pièces constitutives.....	6
4. Obligations des parties.....	7
4.1. Obligations du titulaire.....	7
4.2. Exigences générales.....	7
4.3. Justification des choix.....	8
4.4. Obligation du maître de l'ouvrage.....	8
4.5. Exigences environnementales.....	8
4.6. Ordres de service.....	10
5. Prix - Variation du prix.....	10
5.1. Nature du prix.....	10
5.2. Contenu des prix.....	10
5.3. Compte prorata.....	10
6. Retenue de garantie.....	12
7. Avance.....	12
8. Durée du marché public - Délai d'exécution.....	12
8.1. Durée du marché public.....	12
8.2. Délai d'exécution.....	12
9. Pénalités.....	12
9.1. Pénalités de retard.....	13
9.2. Autres pénalités.....	13
10. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages.....	14
11. Préparation, coordination et exécution des travaux.....	14
11.1. Période de préparation.....	14
11.2. Plans d'exécution, notes de calculs, études de détails.....	14
11.3. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers.....	15
11.3.1. Emplacement des installations de chantier.....	15
11.3.2. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé.....	15
11.3.3. Horaires des travaux :.....	15
11.3.4. Registre de chantier.....	15
12. Contrôles, réception des travaux et garanties.....	15
12.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	15
12.2. Réception.....	15
12.3. Documents fournis après exécution.....	16

12.4. Délais de garanties.....	16
13. Modalités de paiement.....	16
13.1. Demandes de paiement .....	16
Remarques générales : .....	16
13.1.1. Périodicité du paiement des acomptes .....	17
13.1.3. Demande de paiement final.....	17
13.1.4. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct .....	17
13.2. Présentation des demandes de paiement.....	18
13.3. Délai de paiement .....	18
13.4. Intérêts moratoires.....	18
13.5. Cession ou nantissement de créances.....	18
14. Résiliation.....	18
14.1. Résiliation pour faute du titulaire .....	19
14.2. Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire .....	19
15. Assurances .....	19
15.1. Assurance de responsabilité .....	19
15.1.1. Assurance de responsabilité civile .....	19
15.1.1.1. Responsabilité civile en cours de travaux .....	19
15.1.1.2. Responsabilité civile après travaux.....	19
15.1.1.3. Justificatifs d'assurance.....	20
15.1.2. Assurance de responsabilité civile décennale .....	20
15.2. Assurance des travaux.....	20
15.2.1. Assurance tous risques chantier .....	20
15.2.2. Assurance dommages-ouvrage.....	20
15.3. Dispositions diverses .....	20
15.3.1. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire .....	20
15.3.2. Sinistres .....	20
15.4. Autres pièces à produire .....	21
16. Changements relatifs à la situation juridique du titulaire .....	21
16.2 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution.....	21
17. Différends et litiges.....	21
18. Dérogations au CCAG applicable .....	22

## 1. Objet de la consultation et dispositions générales

### 1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet la réalisation de travaux de mise en accessibilité du RDC et d'amélioration du confort thermique de la Cour administrative d'appel de Nancy

### 1.2. Procédure de passation

La consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée en application des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-1, 1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique.

**Les lots n° 4,5 et 6 font l'objet de procédures dérogatoires sur le fondement du décret n° 2025-1386 du 29 décembre 2025 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique.**

**Ces procédures sont sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R2122-8 du code de la commande publique.**

### 1.3. Lieu d'exécution

Cour administrative d'appel de Nancy  
6, Rue du Haut-Bourgeois  
54035 NANCY

### 1.4. Allotissement

Le présent CCAP régit l'ensemble des lots de l'opération, définis comme suit :

Numéro du lot	Intitulé du lot
Lot n°01	Maçonnerie/Gros-œuvre/Cloisons sèches
Lot n°02	Agencement/ Menuiseries extérieures et intérieures/ Serrurerie
Lot n°03	Peinture
Lot n°04 *	Electricité SSI
Lot n°05 *	Plomberie/ CVC
Lot n°06 *	Elévateur

**\*Les marchés ayant pour objet les lots n° 4, 5 et 6 seront conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables sont régis par l'ensemble des dispositions décrites dans les pièces du DCE.**

**Aucune offre ne devra donc être déposée pour ces lots.**

**Les plis qui seraient déposés pour ces lots ne seront pas ouverts.**

## 2. Dispositions générales

### 2.1. Forme du marché public

Le présent marché est un marché simple à prix global et forfaitaire.

### 2.2. Tranches, variantes, PSE

CCAP commun à tous les lots – Travaux de mise en accessibilité du RDC et d'amélioration du confort thermique CAA Nancy

Le marché public ne comporte pas de tranche optionnelle.

#### Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

#### Variantes obligatoires

Le marché ne comporte pas de variantes obligatoires.

#### Variantes facultatives

Le marché ne comporte pas de variantes facultatives.

#### Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

### **2.3. Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché public dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence.

### **2.4. Sous-traitance**

Il sera fait application des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-8 du code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux en vigueur.

Les documents à fournir en cas de sous-traitance :

- ☞ **Le formulaire DC4**, dans sa dernière version en vigueur en original signé par le titulaire et le sous-traitant. Toutes les rubriques doivent être correctement renseignées : objet, numéro CHORUS, numéro de devis le cas échéant etc. ;
- ☞ **L'extrait Kbis ou équivalent**, datant de moins de trois mois, du titulaire et du sous-traitant. Si le nom du signataire du formulaire DC4 n'apparaît pas sur le document précédent, une délégation de pouvoir signée par la personne habilitée de plein droit à représenter la société (dont le nom est mentionné dans l'extrait Kbis ou équivalent), ou le cas échéant, les pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre cette personne et le signataire du formulaire DC4 ;
- ☞ **Les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant** : la rubrique H du DC4 doit être renseignée, ou si ce n'est pas le cas, les capacités doivent être annexées au formulaire DC4. Le titulaire doit indiquer ses moyens humains (dont le personnel d'encadrement) pendant les trois dernières années, son chiffre d'affaires des trois dernières années, et une liste de références sur les cinq dernières années ou tout autre preuve permettant de s'assurer des capacités du sous-traitant ;
- ☞ **Le relevé IBAN du sous-traitant ;**
- ☞ Le cas échéant, en cas de recourt à des salariés détachés, **les justificatifs exigés à l'article L. 1262.2.1 du code du travail ;**
- ☞ Le cas échéant, et en application des articles L. 8254-1 et D. 8254.2 à 5 du code du travail, **la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail** mentionnée à l'article L. 5221.2 2° du code précité (cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- ☞ **L'attestation d'assurance en cours de validité** du sous-traitant ;

☞ Si le titulaire a cédé son marché, il doit **fournir l'exemplaire unique ou une attestation de main levée de la banque.**

Le dossier complet doit parvenir au maître d'œuvre, par lettre recommandée avec avis de réception postal en prenant en compte le délai de traitement dans le respect du calendrier initial d'exécution des travaux.

En tout état de cause, le titulaire ne pourra pas justifier un retard dans l'exécution de son marché public sur la base d'une difficulté à obtenir l'agrément de son sous-traitant et la sous-traitance ne pourra être acceptée au-delà du deuxième rang.

Il doit être noté que dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur sera susceptible de demander au titulaire de lui fournir le contrat de sous-traitance afin d'agréeer des conditions de paiement du sous-traitant.

**Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532.9 du Code du travail.**

## 2.5. Protection des données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG-Travaux en vigueur s'appliquent.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire se verra appliquer les pénalités fixées à l'article 9.2 ci-après.

## 3. Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché public est constitué par les **documents contractuels énumérés ci-dessous** par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot (6 fichiers) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot, qui ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix servant au règlement des acomptes mensuels et, le cas échéant, de prestations supplémentaires commandées par le maître d'ouvrage. La DPGF ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par le titulaire ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots (1 fichier) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot (6 fichiers) ;
- Les pièces graphiques : plans (11 fichiers)
- Le Diagnostic (DIAG) amiante avant travaux (1 fichier)
- Le Diagnostic Plomb avant travaux (DIAG) (1 fichier)
- L'Etude thermique (Analyse thermique VF) (1 fichier)
- Le rapport de présentation (1 fichier)
- Le PIC (Plan prévisionnel d'installation chantier) (1 fichier) ;
- Le planning prévisionnel des travaux (1 fichier) ;
- Le rapport initial de contrôle technique (RICT APAVE VO) (1 fichier) ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC APAVE VO) (1 fichier) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux

**CCAP commun à tous les lots – Travaux de mise en accessibilité du RDC et d'amélioration du confort thermique CAA Nancy**

- (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments constituant l'offre technique du titulaire ;
- Les réponses aux questions apportées par le maître d'ouvrage en cours de consultation.

Seuls font foi les documents conservés par l'administration.

**Le titulaire est réputé avoir pleine connaissance du code de la commande publique et des CCAG et CCTG applicables.**

## 4. Obligations des parties

### 4.1. Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation générale de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché public, dans les conditions définies dans les différents documents contractuels.

**En outre, il est réputé :**

- avoir pris connaissance et avoir contrôlé toutes les indications de tous les plans utiles à la réalisation des travaux, des lieux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités. Le titulaire est notamment réputé connaître le site et ses éventuelles contraintes d'accès, de circulation et de stockage ;
- avoir intégré à son offre les exigences énoncées en matière de travaux en site occupé et sur un bâtiment classé MH.

### 4.2. Exigences générales

#### ↳ **Sécurité**

L'opération se déroule en milieu occupé. L'exigence de sécurité s'étend donc au-delà du périmètre du chantier. En conséquence :

- Le titulaire doit être attentif à proposer des modes opératoires et des solutions limitant les risques et les nuisances pour les occupants du site, lors de la réunion de lancement ;
- L'ensemble des documents fournis par le titulaire tient compte de ces considérations. Pendant l'exécution des travaux, si le maître d'œuvre constate que toutes les dispositions ne sont pas prises par le titulaire, pour ne pas faire courir de risque aux occupants du site et respecter le niveau de nuisances acceptable, il avertit le maître d'ouvrage en proposant des mesures immédiates visant à supprimer les risques et à l'application de pénalités le cas échéant ;
- Le titulaire doit être irréprochable sur le port des équipements de protection individuels adaptés à la nature des travaux par ses personnels évoluant sur le chantier.

L'assistant de prévention du site est habilité à visiter le site lorsqu'il le juge nécessaire afin de prévenir les risques pour les occupants du bâtiment.

De même, il peut intervenir sur simple demande du titulaire pour constater la défaillance d'un intervenant, coordonner des actions relatives à la sécurité, etc.

#### ↳ **Sûreté**

Le titulaire sera tenu de remettre au représentant du pouvoir adjudicateur, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi dans un délai de 5 (cinq) jours à compter de la notification de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

En outre, le titulaire s'engage à fournir à l'ensemble de ses salariés des vêtements et des signes distinctifs permettant leur identification.

Les salariés du bâtiment et des travaux publics non porteurs de la carte d'identification professionnelle prévue aux articles R. 8292-1 et suivants du code du travail se verront refuser l'accès au site, sans que les délais d'exécution ne cessent de courir.

#### 4.3. Justification des choix

Le maître de l'ouvrage conserve la maîtrise de tous les choix fonctionnels, techniques ou esthétiques majeurs.

Le maître d'œuvre doit fournir une note justificative des choix techniques déterminants à l'attention du maître de l'ouvrage. Le titulaire doit être en mesure de fournir les éléments nécessaires à la rédaction de cette note dans les délais demandés.

Pour les demandes de travaux modificatifs et supplémentaires, le titulaire fournit obligatoirement une note justificative au maître d'œuvre qui rédigera son propre avis avant soumission au maître de l'ouvrage.


L'ensemble des notes sera présenté et argumenté par le maître d'œuvre lors de réunions programmées ou spécifiques. En l'absence de ces notes, aucune modification du projet en phase de réalisation ne sera acceptée par le maître d'ouvrage.

#### 4.4. Obligation du maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage s'engage à autoriser au titulaire l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par le maître de l'ouvrage.

#### 4.5. Exigences environnementales

En sus des exigences liées à l'atteinte d'un objectif de confort thermique du bâtiment et de l'utilisation de matériaux issus du réemploi détaillées dans le CCTP commun et dans les CCTP propres à chacun des lots,

 **Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :**

Conformément aux articles L. 541-21-2-3 et D. 541-45-1 du code de l'environnement, les candidats devront indiquer, dans leur offre, les modalités d'enlèvement et de gestion des déchets générés par les travaux ainsi que les coûts associés et préciser notamment les installations dans lesquelles il est prévu que ces déchets soient collectés.

Le titulaire du marché, ou du lot concerné, fait son affaire de l'obtention auprès de la personne en charge de l'installation de collecte des déchets du bordereau de dépôt précisant l'origine, la nature et la quantité des déchets collectés.

Ce bordereau est ensuite impérativement transmis au maître d'ouvrage au plus tard dans les 30 jours suivant la réception des travaux, sous peine d'application d'une pénalité de retard définie à l'article 9 du présent CCAP.

**Valorisation des déchets de chantier :** Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de

CCAP commun à tous les lots – Travaux de mise en accessibilité du RDC et d'amélioration du confort thermique CAA Nancy



l'environnement dans le cadre de l'exécution des travaux à réaliser. Il est responsable non seulement de la gestion mais également de la valorisation des déchets sur le chantier et doit ainsi mettre en place un process permettant :

- 1/ de réduire la production des déchets de l'opération,
- 2/ d'optimiser la gestion des déchets,
- 3/ de favoriser la valorisation à travers le réemploi et/ou le recyclage.

Le titulaire s'engage ainsi à mettre à disposition les documents permettant de connaître la quantité et la typologie des déchets générés sur le chantier ainsi que les bordereaux de suivi du traitement et de valorisation des déchets. En effet, pendant toute l'exécution du marché, l'acheteur public ainsi que le maître d'œuvre se réservent le droit de vérifier le process de gestion des déchets proposé par le titulaire et de demander les justificatifs afférents à la traçabilité des déchets.

### **Obligation pour le titulaire de communiquer son BEGES :**

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis\* à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après la notification du marché.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L.229- 25 du code de l'environnement, la communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/> ), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page.

Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants concernés) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national. »

*\*Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

#### 4.6. Ordres de service

Le début de la période de préparation puis d'exécution des travaux feront l'objet chacun d'un ordre de service distinct, de même que tout ajournement, suspension, reprise.

Les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre. Le titulaire en accuse réception datée.

Le maître d'œuvre émettra en particulier les ordres de service suivants :

- Démarrage de la période de préparation
- Démarrage des travaux
- Tous travaux modificatifs ou supplémentaires ayant une incidence financière, après validation préalable du maître d'ouvrage, celle-ci étant jointe à l'OS.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre, dans un délai de sept jours à compter de la réception de l'ordre de service, **par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.**

### 5. Prix - Variation du prix

#### 5.1. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du marché public seront réglées par un prix global et forfaitaire.

#### 5.2. Contenu des prix

Les prix du marché public sont hors T.V.A.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux visées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

#### 5.3. Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par les dispositions du marché public sont inscrites à un compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par le titulaire du lot n°1 conformément aux spécifications des articles 04.1 et 04.2 du CCTP commun.

#### 5.4. Variation du prix (sur la base des indices du site internet de l'INSEE)

Chaque lot du marché public est passé à prix révisables. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire dans son offre finale (le cas échéant après négociation) (Mo).

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. **La clause ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire.**

Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Pour les lots n° 1, 3, 4 et 6, la révision sera effectuée **trimestriellement** par application au prix initial du marché public de la formule indiquée ci-dessous :

$$R = 0.15 + 0.85 * (I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

- R est le montant de la révision
- $I_n$  est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois dernier indice publié du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.
- $I_0$  est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois  $M_0$  d'établissement des prix du marché (mois de signature de l'acte).

Pour le lot n°2, la révision sera effectuée **trimestriellement** par application au prix initial du marché public de la formule indiquée ci-dessous :

$$R = 0.15 + 0.85 * (0.50 * I_n / I_0 + 0.40 * I_n / I_0 + 0.10 * I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

- R est le montant de la révision
- $I_n$  est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois dernier indice publié du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.
- $I_0$  est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois  $M_0$  d'établissement des prix du marché (mois de signature de l'acte).

Pour le lot n°5, la révision sera effectuée **trimestriellement** par application au prix initial du marché public de la formule indiquée ci-dessous :

$$R = 0.15 + 0.85 * (0.50 * I_n / I_0 + 0.25 * I_n / I_0 + 0.25 * I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

- R est le montant de la révision
- $I_n$  est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois dernier indice publié du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.
- $I_0$  est la dernière valeur publiée de l'index retenu au mois  $M_0$  d'établissement des prix du marché (mois de signature de l'acte).

Les index retenus pour chacun des lots sont indiqués dans le tableau suivant :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Index retenu
Lot n°01	Maçonnerie/Gros-œuvre/Cloisons sèches	BT01
Lot n°02	Agencement/ Menuiseries extérieures et intérieures/ Serrurerie	50% BT18a + 40% BT19b +10% BT42
Lot n°03	Peinture	BT46
Lot n°04	Electricité SSI	BT47
Lot n°05	Plomberie/ CVC	50%BT38 + 25% BT40 +25%BT41
Lot n°06	Elévateur	BT48

Ces index sont consultables sur le site internet de l'INSEE.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- L'indice de remplacement publié,
- Ou, si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

## 6. Retenue de garantie

En application des dispositions de l'article R. 2191-33 du code de la commande publique, il est prévu une retenue de garantie de 5% **qui sera appliquée sur chaque demande de paiement.**

**Si le titulaire du marché est une PME, la retenue de garantie sera ramenée à 3%.**

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.  
Le représentant du pouvoir adjudicateur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

## 7. Avance

L'avance est versée au titulaire conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et R. 2191-5 à R. 2191-12 du code de la commande publique et à l'option A de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, **sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.**

Aucune garantie n'est exigée pour le versement de l'avance.

Le montant de l'avance sera, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, égal à 30% du montant initial TTC du marché ou, selon le cas, d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

## 8. Durée du marché public - Délai d'exécution

### 8.1. Durée du marché public

Chaque lot est conclu à compter de sa date de notification au titulaire et prendra fin à la réception des travaux ou à la levée des réserves émises par le maître d'ouvrage et des travaux qui y sont associés, le cas échéant.

Cette réception marque le point de départ des délais de garanties légales dues par le titulaire.

### 8.2. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux est de 14 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

La période de préparation, fixée à **8 semaines** est comprise dans le délai global d'exécution des travaux.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, un planning **définitif** des travaux précisera le délai exact d'exécution de travaux de chacun des lots au plus tard en fin de période de préparation : il sera notifié en même temps que l'ordre de service de démarrage des travaux comme stipulé à l'article 4.6 du présent CCAP.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai global d'exécution.

## 9. Pénalités

Les prestations prévues au présent marché public sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités par le représentant du pouvoir

adjudicateur et ce, **sans invitation à présenter ses observations, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.**

Les pénalités sont précomptées sur les paiements à effectuer et sont cumulables.

**Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.**

**Le montant total des pénalités appliquées sera plafonné à 10% du montant total du lot concerné.**

### **9.1. Pénalités de retard**

**Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux,** les pénalités seront calculées comme suit :

$$P = V \times R / 1000$$

Avec

P = montant de la pénalité.

V = valeur HT des prestations (hors actualisation de prix) du lot concerné sur lesquelles sont calculées les pénalités.

R = nombre de jour(s) calendaire(s) de retard

### **9.2. Autres pénalités**

#### **Pénalités pour retard dans la remise des documents**

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché public doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans la remise des documents (les études, les plans et schémas de fabrication, le détail des ouvrages, les échantillons et prototypes...), une pénalité de cent euros (100,00 €) par jour calendaire de retard constaté, sera appliquée.

En cas de fourniture de documents dont la qualité ne permet pas la poursuite de déroulement des études, ceux-ci seront considérés comme non fournis et les pénalités appliquées en conséquence ; étant précisé que le document serait dans ce cas de figure renvoyé au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception et que le délai d'exécution serait alors suspendu pendant une durée de sept (7) jours à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception.

La même pénalité s'appliquera dans le cas de la non transmission du BILAN GES (BEGES).

#### **Pénalités pour absence(s) injustifiée(s) aux réunions de chantier et autres**

Chaque titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier organisées par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager le titulaire, et de donner sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de la société sur le chantier.

La présence de tous les titulaires convoqués aux réunions de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence d'un titulaire, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité du titulaire défaillant, et mention du fait en est portée sur le rapport de chantier.

Pour toute absence injustifiée ou retard supérieur à 30 minutes à une réunion de chantier ou présence d'une personne insuffisamment qualifiée, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'imputer la somme de cent euros (100,00 €) sur le montant des prestations. Ce montant augmentera en fonction du nombre d'absences, soit plus cinquante euros (50,00 €) à

chaque nouvelle absence.

#### **Pénalités pour retard dans la libération des emprises chantier**

En cas de retard dans la libération des emprises chantier, le titulaire encourt une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour calendaire de retard constaté.

#### **Pénalités pour non-respect des consignes relatives à l'organisation du chantier**

Le titulaire qui ne respectera pas les consignes relatives à l'organisation du chantier se verra appliquer une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par consigne non respectée.

#### **Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance**

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance avant le début d'exécution des travaux, le titulaire subira une pénalité de cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard constaté.

#### **Pénalités pour non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel**

En cas de non-respect par le titulaire des obligations découlant du RGPD citées à l'article 2.5 du présent CCAP, celui-ci subira une pénalité de cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de manquement constaté.

### **10. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages**

L'ensemble des cahiers des charges, des DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché public.

### **11. Préparation, coordination et exécution des travaux**

#### **11.1. Période de préparation**

**Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux**, il est fixé une période de préparation de 8 semaines qui est comprise dans le délai global d'exécution.

Un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, il sera émis un nouvel ordre de service pour déclencher le démarrage de la phase effective de travaux à l'issue de la période de préparation.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-Travaux.

#### **11.2. Plans d'exécution, notes de calculs, études de détails**

Il est précisé que le titulaire est chargé des études d'exécution des ouvrages et le maître d'œuvre est chargé du VISA.

Ces documents sont fournis en deux exemplaires, dont un sur un support permettant la reproduction.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études

d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

### 11.3. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

#### 11.3.1. Emplacement des installations de chantier

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Il se conformera aux prescriptions prévues dans le CCTP.

#### 11.3.2. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, en cours d'exécution du marché public, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'opération relève de la **catégorie 2** avec des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

#### 10.3.3. Horaires des travaux :

**Les horaires de chantier seront les suivants : du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.**

**En fonction des besoins du chantier, des horaires décalés ou le samedi pourraient être mis en place ponctuellement. Ces dispositions font partie du marché conformément au CCTP commun, de sorte que le prestataire ne pourra faire valoir des suppléments ou plus-values.**

**Sont inclus dans l'offre du titulaire les travaux en horaires décalés, soit en dehors des heures d'ouverture de l'établissement et, si cela est jugé nécessaire, également les samedis.**

Pour ces travaux en horaires décalés ou le samedi, le titulaire devra préalablement présenter sa demande au maître d'œuvre et aux autorités compétentes (communes, gestionnaires, maître d'ouvrage, Préfecture, associations, etc...). En cas d'accord, le titulaire se chargera de la prévenance de tous les organismes et riverains concernés, y compris les particuliers.

**Il faudra signaler :**

- Aux occupants, par voie d'affichage les jours et heures d'interventions,
- Au Maître de l'ouvrage toutes les difficultés rencontrées à l'accès des locaux.

#### 10.3.4. Registre de chantier

Il sera fait application de l'article 28.5 du CCAG.

## 12. Contrôles, réception des travaux et garanties

### 12.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules du CCTG y afférent.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché public. Les premiers essais seront à la charge du maître de l'ouvrage.

Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge du titulaire **par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux.**

### 12.2. Réception



La réception est l'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte, avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté.

### 12.3. Documents fournis après exécution

**Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux**, le titulaire remet au maître d'œuvre, le jour de la réception des travaux, les éléments constitutifs du DOE conformément au CCTP. Ce dernier comprendra notamment :

- Plan de récolement
- Fiches techniques
- PV de mise en service
- PV de résistance au feu
- La documentation technique des équipements et matériels installés

Les plans et schémas du DOE seront remis en format papier et en format numérique (.PDF et .DWG).

Ces documents seront fournis en trois exemplaires : deux sous format papier et un reproductible sous format informatique.

Le format informatique sur support USB devra contenir :

- Les plans en DWG ;
- Les pièces écrites sous format WORD et EXCEL ;

L'ensemble des éléments ci-dessus au format PDF. La réception complète de ces documents conditionne la réception des travaux et le paiement de la dernière situation.

### 12.4. Délais de garanties

A compter de la date de réception des prestations du marché, les garanties légales suivantes s'appliquent :

- le délai de garantie de parfait achèvement (GPA) est d'un an à compter de la date d'effet de la réception ;
- le délai de garantie de bon fonctionnement (GBF) est de deux ans à compter de la date d'effet de la réception ;
- le délai de garantie décennale court à compter de la date d'effet de la réception.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux.

**Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux**, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

## 13. Modalités de paiement

### 13.1. Demandes de paiement

#### **Remarques générales :**



En cas de groupement d'entreprises avec paiement sur des comptes séparés, le mandataire précise les montants à régler à chacun des cotraitants.

En cas de sous-traitance, il doit être mentionné la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT et leur montant TTC le cas échéant.

En cas d'avenant en plus-value, il doit être distingué les prestations relevant du marché initial et celles relevant de l'avenant.

Les paiements sont effectués par virement et selon les règles de la comptabilité publique.

Dans le cas de facture(s) erronée(s), le représentant du pouvoir adjudicateur retournera les documents au titulaire pour rectification.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **13.1.1. Périodicité du paiement des acomptes**

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG-Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement selon les dispositions de l'article 13.2 du présent document.

#### **13.1.2. Demande de paiement d'acomptes**

L'état d'acompte mensuel est dressé par le maître d'œuvre à partir du projet de décompte établi par le titulaire.

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte.

#### **13.1.3. Demande de paiement final**

Conformément à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, au représentant du pouvoir adjudicateur et au maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner une date certaine dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux si celle-ci est sans réserve ou si le montant des réserves, dûment indiqué dans l'annexe prévue à cet effet, est inférieur au montant de la retenue de garantie (ou garantie à première demande).

Si le montant des réserves est supérieur au montant de la retenue de garantie (ou garantie à première demande), le titulaire transmet son projet de décompte final, au représentant du pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la décision de levée des réserves.

#### **13.1.4. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct**

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information

par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues par les articles R 2193-10 à R 2193-16 du code de la commande publique, de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de l'attestation de paiement émise par l'entrepreneur principal et adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché public et pour solde du contrat de sous-traitance.

### 13.2. Présentation des demandes de paiement

Le titulaire, ou le mandataire, seul habilité à présenter les demandes de paiement du titulaire en cas de groupement d'entreprises, remet une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché public et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comportent les mentions énumérées à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, la transmission par le titulaire ou ses sous-traitants admis au paiement direct de factures sous forme électronique est obligatoire via le portail public de facturation « Chorus Pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doit figurer sur la facture dématérialisée le numéro CHORUS (EJ) indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement. La facture est à déposer dans l'espace « facture de travaux » à la validation du maître d'œuvre.

Les informations à saisir sur chorus pro « facture de travaux » sont :

- Le numéro CHORUS (EJ) indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement ;
- Le numéro d'identification du service exécutant (comptable ministériel) : **CGFHJ00075**
- Siret : 11000027000014

### 13.3. Délai de paiement

Le délai global de paiement des acomptes, des avances et du solde du marché public ne pourra excéder trente (30) jours calendaires à compter de sa date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 13.4. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai fixé par le marché donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

### 13.5. Cession ou nantissement de créances

Le présent marché public peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

## 14. Résiliation

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché public auxquelles s'ajoutent les dispositions exposées ci-dessous.

#### 14.1. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

#### 14.2. Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, les travaux aux frais et risques sont effectués dans les conditions fixées à l'article 52 du CCAG-Travaux.

### 15. Assurances

#### 15.1. Assurance de responsabilité

L'article 8 du CCAG-Travaux s'applique, complété par les dispositions suivantes.

Le titulaire doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché public et au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

**En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier, ...). Elles devront être transmises dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché public et avant tout début d'exécution.**

##### 15.1.1. Assurance de responsabilité civile

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché public.

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à la rubrique "Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance" du présent CCAP.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs aux montants indiqués ci-après.

##### 15.1.1.1. Responsabilité civile en cours de travaux

#### **Entreprises :**

##### **Gros-œuvre :**

- \* Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs
- \* Immatériels purs ou non consécutifs

##### **Second-œuvre :**

- \* Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs
- \* Immatériels purs ou non consécutifs

##### 15.1.1.2. Responsabilité civile après travaux

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la  
**CCAP commun à tous les lots – Travaux de mise en accessibilité du RDC et d'amélioration du confort thermique CAA Nancy**

responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux.

#### **15.1.1.3. Justificatifs d'assurance**

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

#### **15.1.2. Assurance de responsabilité civile décennale**

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792.1 à 1792.6 et 2270 du code civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire.

Le titulaire et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître de l'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792.3 du code civil.

### **15.2. Assurance des travaux**

#### **15.2.1. Assurance tous risques chantier**

Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

#### **15.2.2. Assurance dommages-ouvrage**

Le maître de l'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages-ouvrage (article L 242-1 alinéa 2 du Code des assurances).

### **15.3. Dispositions diverses**

#### **15.3.1. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire**

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

#### **15.3.2. Sinistres**

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792.4 du code civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrages constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

#### 15.4. Autres pièces à produire

Le titulaire est tenu de transmettre, dès l'attribution du marché public, et tous les six (6) mois jusqu'à la fin du marché public, les pièces mentionnées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, et ce conformément à la réglementation fiscale et sociale en vigueur.

#### 16. Changements relatifs à la situation juridique du titulaire

En cas de changement lié au statut du titulaire ou de l'un des cotraitants d'un groupement titulaire, le titulaire du marché ou le mandataire du groupement doit adresser au Conseil d'Etat, dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du KBIS mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Conseil d'État  
Direction de la prospective et des finances  
Bureau des marchés  
Place du Palais Royal 75100 Paris Cedex 01

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par la personne publique.

#### 16.2 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale de l'un des titulaires, et avant tout transfert, le titulaire ou le mandataire en cas de groupement doit en avertir le Conseil d'Etat, via un courrier recommandé dans les plus brefs délais, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie ainsi que le futur titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

Pour ce faire, le titulaire doit, au regard des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le Conseil d'Etat est alors adressé au titulaire.

Dans le cas contraire, le Conseil d'Etat peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

#### 17. Différends et litiges

Il est convenu entre les parties que seules les pièces contractuelles détenues par l'administration feront

foi en cas de litige ou d'interprétation portant sur le présent marché public.

La procédure de règlement amiable des différends susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché est celle prévue aux articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les litiges nés à l'occasion de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public entre le titulaire et le maître d'ouvrage et qui ne peuvent être réglés à l'amiable seront soumis au tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Conseil d'Etat et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

## 18. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Travaux en vigueur auxquels il est dérogé et des articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	3
3.8.2	4.6
19.2.1 et 19.2.4	9
19.2.3	9.1
28.1	11.1
38	12.1
40	12.3
44.2	12.4